



Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) peuvent-elles augmenter les taxes? Résultats expérimentaux en Ethiopie

Résumé du document de travail 82 de Giulia Mascagni, Andualem T. Mengistu, et Firew B. Woldeyes

Les administrations fiscales africaines ont connu une rapide modernisation au cours des deux dernières décennies. La numérisation des dossiers fiscaux et l'adoption généralisée des TIC ont été des éléments majeurs de ce processus. Cependant, il y a encore très peu de preuves de l'efficacité des TIC et des données numérisées sur le recouvrement des impôts et, plus généralement, sur le fonctionnement de l'administration fiscale. En théorie, les TIC peuvent avoir un impact important sur l'augmentation de l'efficacité de l'administration fiscale et sur l'évolution des emplois de tâches mécaniques – comme la saisie des données – vers des tâches plus élaborées – comme les audits et l'analyse de données. En outre, les données numérisées peuvent rendre la mise en œuvre moins coûteuse et plus efficace, en élargissant par exemple l'utilisation des informations issues de sources tierces et par le recoupement systématique des informations des contribuables. Cet article cherche à établir de manière empirique si, et dans quelle mesure, ces avantages peuvent se matérialiser dans la pratique, en présence d'importantes contraintes de capacité au sein de l'administration fiscale.

Caisses enregistreuses électroniques (SRM en Anglais) en Ethiopie

Concrètement, nous fournissons ici des informations sur l'utilisation actuelle des données pour l'exécution fiscale et évaluons l'impact des caisses enregistreuses électroniques en Ethiopie. Les SRM enregistrent les transactions des entreprises et transmettent ces informations directement à l'ERCA (autorités fiscales et douanières éthiopiennes). On espérait ainsi accroître la conformité grâce à de meilleures données sur les ventes des entreprises. Leur mise en place a commencé à partir de 2008 et toutes les entreprises, à l'exception des micro-entreprises, étaient légalement tenues de les adopter. Les SRM augmentent uniquement la disponibilité et la qualité des données fournies à l'ERCA, augmentant ainsi la capacité d'exécution, mais ne changent en rien le processus de taxation.

Données administratives et méthodes expérimentales

Pour évaluer l'efficacité des SRM, nous utilisons des données administratives issues des déclarations de revenus fournies par toutes les entreprises à Addis-Abeba, entre 2010 et 2014.¹ L'utilisation de ce type de données pour la recherche n'est devenue possible que très récemment, grâce à la numérisation des dossiers fiscaux par les autorités fiscales africaines. Les données administratives conviennent particulièrement à l'évaluation des politiques, car elles fournissent des informations sur les comportements fiscaux réels. Les études expérimentales ou quasi-expérimentales sont tout particulièrement adaptées pour évaluer en temps réel les politiques lors de leur mise en œuvre, fournissant ainsi des bases rigoureuses pour l'élaboration des politiques. Dans cet article, nous utilisons à la fois des méthodes quasi-expérimentales et une lettre expérimentale pour évaluer les effets des SMR en Ethiopie.

Incohérences importantes et fréquentes dans les dossiers des contribuables

Nous commençons par interroger nos données sur l'exactitude des dossiers des contribuables. Pour les entreprises qui déclarent à la fois la TVA et l'impôt sur les bénéfices, nous mesurons l'exactitude au niveau de l'entreprise, en calculant les écarts entre les montants déclarés dans les déclarations pour la TVA et pour l'impôt sur les bénéfices. Bien qu'en principe il n'existe aucune raison pour que les contribuables déclarent des montants discordants, dans la pratique, nous documentons des disparités généralisées dans les registres fiscaux des entreprises éthiopiennes. Plus de 60% des entreprises déclarent des montants discordants pour le total des ventes dans leurs déclarations de TVA et d'impôt sur les bénéfices. Dans la plupart des cas (67%), le premier est plus petit que le dernier. Ceci coïncide avec le fait que le gain monétaire d'une sous déclaration pour la TVA est supérieur

¹ Nous incluons toutes les entreprises des catégories A et B, mais pas celles de la catégorie C (i.e. micro entreprises) pour lesquelles les données administratives détaillées ne sont pas suffisamment fiables.

au gain d'une sous-déclaration pour l'impôt sur les bénéfiques. Lorsque des divergences surviennent, elles sont également importantes: environ la moitié du chiffre d'affaires le plus important déclaré. Les contribuables ne déclareraient pas ces chiffres incohérents s'ils savaient que l'ERCA avait accès à ces données et qu'elle les vérifiait à des fins d'exécution fiscale. En effet, si l'ERCA devait récupérer 15% d'impôt (c'est-à-dire le taux de TVA) sur le montant de la sous-déclaration du chiffre d'affaires dans la déclaration de TVA, comparé à la déclaration pour l'impôt sur les bénéfiques, cela générerait un potentiel gain de revenus s'élevant à 634 millions de birr (23 millions USD). Cependant, il faut prendre en compte qu'il ne s'agit que d'un gain de revenu potentiel qui n'est pas garanti d'être réalisé dans la pratique, car les réponses des contribuables pourraient bien compenser en partie ou complètement ce gain.

Quel est l'impact des SMR?

En utilisant l'analyse des différences dans les différences, nous montrons que les SMR augmentent les ventes assujetties à la TVA de 87%. Cependant, les entrées de TVA déclarées ont également augmenté, et plus que proportionnellement par rapport aux ventes, avec 150%. En conséquence, l'augmentation en recettes de TVA est proportionnellement inférieure à l'augmentation des ventes assujetties à la TVA - bien que toujours importante avec 70%. Nous trouvons un effet similaire sur la taxe sur les profits, où les ventes rapportées ont augmenté de 27%, les coûts totaux de 93% et les taxes de 18%. Ces résultats montrent que, bien que les SMR aient eu un impact important et positif sur les recettes fiscales, cet impact est inférieur au potentiel total en raison de la compensation par l'augmentation des coûts de fonctionnement déclarés par les entreprises. Nous testons également si les SMR ont affecté l'exactitude des dossiers des contribuables. Les écarts dans les enregistrements des contribuables diminuent de moitié à la suite de l'adoption des SMR, ce qui est en accord avec le fait que les caisses corrigent potentiellement les perceptions des contribuables sur la disponibilité et l'utilisation des données par l'ERCA.

L'impact des SMR est-il dû à une augmentation de la conformité?

Après avoir démontré que les SMR étaient efficaces pour une augmentation substantielle des impôts, malgré la réponse compensatoire sur les coûts, nous étudions de plus près cette augmentation. Alors qu'un candidat évident est une augmentation de la conformité, il est également possible qu'il s'agisse d'une augmentation de

l'activité économique des entreprises grâce aux machines. Une enquête récente a révélé que les entreprises ont trouvé les SMR particulièrement utiles pour avoir des livres de comptes plus précis et un meilleur contrôle de leurs affaires, notamment au niveau de la réduction de la fréquence des vols par les employés. La lettre expérimentale peut nous aider à démêler ces deux mécanismes potentiels: réponse réelle ou de conformité. L'ERCA a envoyé des lettres personnalisées à un groupe aléatoire de contribuables, induisant ainsi une augmentation de la probabilité perçue par les contribuables d'être détectés en train de tricher. Si les effets positifs des SMR sur les recettes fiscales proviennent de l'augmentation de la conformité, les utilisateurs de SMR devraient moins réagir à cette lettre que les non-utilisateurs, ou pas du tout, étant donné que les premiers sont déjà plus en conformité comparé aux seconds. Les résultats de nos lettres expérimentales confirment cette hypothèse, montrant que l'effet de la lettre est largement concentré chez le groupe des entreprises qui n'avaient pas encore adopté le SMR au moment de l'expérience. Cette expérience fournit également une opportunité de tester indirectement l'efficacité des SMR – confirmant le résultat positif de l'analyse de différence dans la différence.

Conclusion: quel est le potentiel des TIC et la fiscalité dans les pays à faible revenu?

Nos résultats montrent que, bien que les TIC soient très efficaces pour augmenter la conformité fiscale et les recettes fiscales en Ethiopie, ils sont encore sévèrement limités par la faible capacité de l'État et par les réponses stratégiques des contribuables. D'un côté, la fréquence et l'importance des incohérences que nous documentons en Ethiopie soulignent le fait que la faible capacité administrative limite sévèrement le potentiel des données disponibles à des fins d'exécution. D'un autre côté, les contribuables répondent à une application accrue sur une marge (ici les ventes déclarées) par une augmentation d'autres marges moins surveillées (les coûts rapportés), compensant ainsi en partie les effets positifs des SMR et minimisant toute augmentation de taxe.

Pris ensemble, ces résultats montrent que, bien que les TIC soient très efficaces, elles ne représentent pas une solution miracle dans des contextes où l'état dispose de capacités limitées. Pour réaliser leur plein potentiel, il faudrait des investissements substantiels afin d'augmenter les moyens à la disposition de l'administration fiscale pour utiliser les données disponibles et les systèmes de TIC. Lutter contre l'évasion fiscale de manière efficace requiert donc une combinaison d'innovations technologiques et de mesures pour renforcer la capacité et la mise en œuvre traditionnelle.

Bibliographie

Mascagni, G.; Mengistu, A. T.; Woldeyes, F. B. (2018) 'Can ICTs Increase Tax? Experimental Evidence from Ethiopia' ICTD Working Paper 82, Brighton, IDS: July.

Crédits

Cet article a été écrit par **Giulia Mascagni**, chargée de recherches à l'Institute of Development Studies et directrice de recherche de recherche de l'International Centre for Tax and Development à Brighton, au Royaume-Uni; et **Andualem Mengistu**, chercheur senior au Ethiopian Development Research Institute (EDRI) de Addis Abeba, Éthiopie.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.

Traduit en Français par Cyrielle Havard-Bourdais.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.
© ICTD 2018